



Independent observer
of the Global Fund

L'INVESTISSEMENT PUBLIC MONDIAL : UNE NOUVELLE APPROCHE DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Qu'est-ce que l'investissement public mondial ?

L'investissement public mondial (IPM) est décrit comme une « transformation de la coopération internationale ». Partant du principe que le système actuel d'« aide » est dépassé et inefficace, il vise à diversifier le processus décisionnel et à établir une responsabilité partagée pour la mobilisation et la distribution des fonds publics mondiaux en faveur du développement durable. L'idée est de remodeler le système actuel de financement public international concessionnel en un système destiné à promouvoir le développement durable.

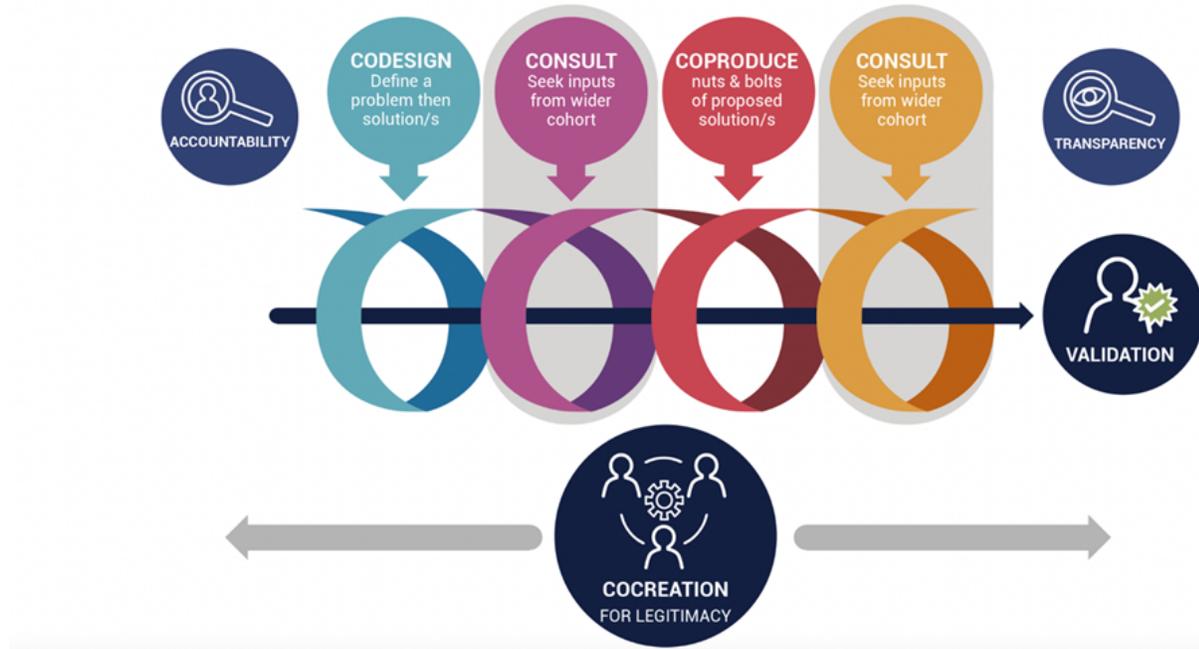
Le financement public international concessionnel désigne le soutien financier sous forme de subventions ou de prêts « concessionnels » accordé par les pays membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) aux pays en développement. Ces fonds sont fournis pour faire progresser le développement dans des domaines tels que la santé, l'assainissement, l'éducation, les infrastructures et le renforcement des systèmes fiscaux et des capacités administratives, entre autres.

IPM se décrit comme « une approche ambitieuse, hors des sentiers battus et transformatrice de certains des problèmes les plus urgents auxquels la société internationale est confrontée : de la pandémie au changement climatique. Son objectif est de provoquer un changement de paradigme majeur dans la manière dont nous mobilisons les financements publics internationaux. Il a suscité la reconnaissance d'un groupe croissant de donateurs, de praticiens et d'universitaires. Et il a le potentiel d'inspirer les gens et de mobiliser un large soutien ».

Elle montre aussi clairement que revoir et réarticuler la manière dont l'aide des donateurs internationaux

est constituée ne peut être le fait d'un groupe d'experts seulement, aussi influents et compétents soient-ils. L'ancien modèle dans lequel le Nord décide des besoins d'aide et des modalités de fourniture de l'aide au Sud, le « racisme de l'aide » de l'ancienne façon de faire les choses, doit être remplacé par un mécanisme plus inclusif. Il doit être développé à travers un processus plus large de « co-création » qui suscitera un consensus et lui donnera une légitimité.

Figure 1. La philosophie de l'investissement public mondial



Source : <https://globalpublicinvestment.org/commitment-to-cocreation/>

En fait, le modèle IPM propose pas moins de cinq changements de paradigme pour l'avenir du financement public international concessionnel, passant de l'ancien mode de financement de l'aide (du Nord au Sud) à un système basé sur une coresponsabilité durable où tous contribuent, tous décident et tous bénéficient.

Figure 2. Cinq transformations vers l'investissement public mondial



Source : <https://globalpublicinvestment.org/commitment-to-cocreation/>

L'idée semble viable, notamment pour promouvoir l'équité et l'égalité dans la coopération et le développement économiques, puisqu'elle est conçue comme un modèle dans lequel davantage de pays se rassemblent en tant que contributeurs et décideurs, contrairement aux systèmes actuels où la plupart des décisions émanent du Nord.

Dans notre article sur le fait de repenser la réponse mondiale face au SIDA, nous avons noté qu'alors que le monde continue à faire face à de nombreux défis, il est nécessaire de s'unir en tant que collectif pour diversifier la prise de décision et créer une responsabilité mutuelle sur la façon dont l'argent est mobilisé et partagé. C'est ce qu'apporte IPM.

Quel est l'avantage comparatif de l'investissement public mondial par rapport aux modèles actuels ?

Même si le système actuel de coopération au développement a intensifié ses efforts pour répondre aux problèmes des pays en développement, il prend trop de temps. L'approche IPM semble, à première vue, proposer une meilleure modalité d'investissement. Un système de financement du développement plus équitable reconnaîtrait les défis uniques auxquels chaque région est confrontée, construisant ainsi un système de partenariat inclusif et cherchant des solutions aux crises mondiales. En outre, il apporte plus d'argent à la table, consacré à la résolution de problèmes mondiaux comme la pandémie de COVID-19 et la gestion des risques de catastrophes régionales. Il donne aux continents bénéficiaires beaucoup plus de contrôle sur la façon dont ils veulent se développer, tandis que les pays restent responsables les uns envers les autres.

L'IPM doit-il remplacer l'architecture d'aide actuelle ?

Si nous voulons atteindre les objectifs extrêmement ambitieux du développement durable en matière de santé, d'éducation et de logement et amener les pays à un niveau de vie adapté au 21^e siècle, le changement est une évidence. Nous avons besoin de beaucoup plus d'argent public international, mais nous ne pouvons pas l'avoir dans le cadre des contraintes actuelles du système d'aide. L'agenda de l'aide et l'architecture de l'aide publique au développement (APD) sont limités et contrôlés d'une manière particulière qui suit le schéma « eux et nous ». Cela a des implications à la fois en termes condescendante dans les relations et, par conséquent, de responsabilité au sein de ces relations.

IPM propose que tous les membres soient des partenaires égaux dans la fourniture de biens publics mondiaux en créant un monde équitable et juste. Le langage passe de la « charité » ou des « donateurs » à celui de la solidarité et de la cohésion, ce qui permet de trouver un terrain d'entente pour tout conflit éventuel.

Ambitieux oui, mais dans le contexte mondial actuel, il est crucial d'avoir un système qui soit construit par tous les pays, Africains, Asiatiques, Latino-Américains, Nord-Américains et Européens.

Comment cela fonctionnerait-il ?

Elle ressemblerait beaucoup au Fonds mondial, qui dispose d'un Conseil d'administration, de comités directeurs et d'une gouvernance visant à représenter plus largement toutes les parties prenantes potentielles et réelles (gouvernements, responsables de la mise en œuvre, société civile et secteur privé). Il s'agit d'un bon exemple de cas où la structure de l'aide a été efficace. Cela est dû en partie à une bonne structure de gouvernance et en partie à l'accent particulier mis par le Fonds mondial sur les progrès mesurables par rapport à des objectifs clairement définis. Il s'agit d'une façon de démontrer l'impact un peu plus facilement que dans certains aspects plus complexes de changement politique que l'aide a essayé d'atteindre dans le passé.

Les dirigeants africains, par exemple, n'ont cessé d'exprimer leur mécontentement à l'égard du modèle

actuel de coopération mondiale, dans lequel le continent joue les seconds rôles et finit par être soit un pion, soit une victime. L'iniquité du système mondial est liée à la force du porte-monnaie et se reflète dans la façon dont les pays votent aux Nations unies. Selon les bruits de couloir, les pays les plus développés sont en mesure de faire pression sur les pays moins développés pour qu'ils soutiennent certaines questions en échange d'une aide étrangère.

IPM propose que tous les membres soient des partenaires égaux dans la fourniture de biens publics mondiaux. L'IPM crée un monde équitable et juste et constitue en fait un terrain d'entente pour le compromis. Le président du Ghana, Nana Akufo- Ado, a déclaré : « Nous ne voulons plus offrir de justification à ceux qui sont grossiers et abusifs à l'égard de l'Afrique et de son peuple ». Il a ainsi rejeté la valeur de l'aide étrangère en déclarant que « quelle que soit la générosité de la charité, nous sommes restés pauvres ».

L'une des bases fondamentales de la proposition du GPI est que les dépenses publiques internationales fonctionnent réellement. Mais les pays ne doivent pas compter uniquement sur l'aide internationale ; il existe différentes façons de tirer parti des mécanismes existants pour obtenir des financements. Parmi celles-ci, citons : l'outil d'évaluation diagnostique de l'administration fiscale (TADAT), qui permet aux pays à faible revenu d'augmenter leur collecte d'impôts de 2 % à 4 % de leur PIB ; «le commerce, pas l'aide», une idée économique qui promeut le libre-échange plutôt que l'aide étrangère ; l'initiative d'investissement direct à l'étranger, qui implique un engagement à long terme de la part des entreprises étrangères à s'impliquer dans les activités quotidiennes d'une entreprise établie localement ; ou encore les entreprises sociales, dont l'objectif est de renforcer l'autonomie des populations locales par le développement des compétences et la création d'emplois.

L'IPM insiste sur le fait que ce n'est pas seulement la quantité d'argent qui compte, mais aussi le type d'argent. Il est très important que le financement provienne de fonds internationaux et qu'il soit public, ce qui est différent du public national et du privé, qu'il soit international ou national. Le discours actuel sur l'aide consiste à combler un manque identifié, quelle qu'en soit la source. Cette situation nous semble problématique.

Tout type d'argent fourni doit rendre des comptes à quelqu'un. La question est de savoir à qui il doit rendre des comptes. Le système d'aide actuel accorde trop de fiabilité aux donateurs et bien trop peu à la co-responsabilité des bénéficiaires. La responsabilité « subsidiaire » pourrait être introduite dans un système IPM. Selon le principe de subsidiarité, les actions doivent être prises au niveau de gouvernement le plus bas possible, de manière à maximiser la responsabilité démocratique et la réactivité aux besoins des populations.

La co-crédation étant la force motrice d'un système IPM, celui-ci pourrait être responsable devant les citoyens d'un pays ainsi que devant les pays voisins ou les pays de la région. Pour la première fois dans l'histoire, avec l'IPM, l'Afrique pourrait faire partie intégrante d'un système monétaire et financier mondial conçu dès le départ, un système que le continent a développé et qui ne lui a pas été imposé.

Quel rôle les gouvernements nationaux, le secteur privé et la société civile joueraient-ils au sein du système IPM ?

L'IPM est encore en cours d'élaboration et il est donc difficile de connaître les modalités pratiques de son fonctionnement et le rôle que joueraient ces institutions (publiques, privées, communautaires, donateurs).

Conclusion

Alors que les problèmes du monde continuent de s'aggraver, de nombreuses organisations s'unissent derrière l'idée de l'IPM, mais plusieurs questions restent encore sans réponse. Par exemple, dans quelle

mesure est-il viable et durable ? Comment les pays s'aligneront-ils sur ses opérations ? Quels sont les freins et contrepoids nécessaires pour que les mesures de responsabilisation fonctionnent ? Quel rôle la société civile jouera-t-elle ?

Ce que nous savons, c'est que le système actuel de distribution de l'aide doit être radicalement repensé. L'IPM semble être une approche à plus long terme et mieux adaptée aux besoins, mais nous devons transformer le modèle d'aide d'une manière qui soit adaptée au 21e siècle.

Pour plus d'informations, visitez le site web de l'IPM, <https://globalpublicinvestment.org>. Vous pouvez également lire le livre de Jonathan Glennie, The Future of Aid : Global Public Investment, disponible sur <https://www.routledge.com/The-Future-of-Aid-Global-Public-Investment/Glennie/p/book/9780367404970>.

[Read More](#)
